



22 mars, 2024

**A l'occasion de la commémoration de la Journée Mondiale de l'eau, l'OWORAC affirme que la privatisation de l'eau et le contrôle de la fourniture de l'eau par les entreprises menacent la paix et la stabilité des communautés.**

Alors que le monde commémore la Journée mondiale de l'eau 2024, la Coalition africaine Notre eau, notre droit (OWORAC) exhorte les gouvernements à tous les niveaux à s'engager à respecter les droits humains à l'eau potable. OWORAC qui est un groupe d'organisations de la société civile, de militants, de communautés locales et de syndicalistes de toute l'Afrique, continue d'insister sur le rejet de toutes les formes de privatisation de l'eau et de contrôle **de la fourniture de l'eau** par les entreprises, car ces dernières constituent des menaces fondamentales à l'objectif commun d'accès universel à l'eau. Le thème de cette année, « L'eau pour la paix », souligne la reconnaissance de l'eau comme un moteur essentiel de la paix et de la sécurité collective dans le monde. Un accès fiable à une eau potable et abordable est essentiel pour la stabilité des communautés. Cela est particulièrement vrai pour les femmes et les filles à travers l'Afrique, dont la vie quotidienne et la sécurité sont profondément liées à la disponibilité des services d'eau et d'assainissement.

« De l'Europe à l'Amérique du Nord jusqu'ici en Afrique, la privatisation de l'eau et le contrôle de la fourniture de l'eau par les entreprises se sont soldés par un échec cuisant pour les communautés », a déclaré Akinbode Oluwafemi, Directeur Exécutif de Corporate Accountability and Public Participation Africa (CAPPA). « L'insistance sans relâche sur la maximisation des profits pour quelques-uns se fait au détriment de certains d'entre nous. Le fléau de la privatisation constitue un danger direct pour le progrès socio-économique des peuples africains et doit être catégoriquement rejeté une fois pour toutes. Il est inacceptable que les services d'eau coûteux, les abus des droits des employés, les licenciements et la négligence des infrastructures qui découlent souvent la privatisation continuent de se propager. Pourtant, malgré les preuves accablantes des dommages que la privatisation de l'eau inflige aux communautés du monde entier, elle continue d'être adoptée par les gouvernements.

D'ailleurs, certaines des institutions organisant les commémorations de la Journée mondiale de l'eau cette année telles que la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe – participent activement à la promotion du modèle dangereux de « partenariat

public-privé » de contrôle de la fourniture de l'eau par les entreprises à travers des forums et des travaux annuels.

« C'est une honte que les gouvernements et les institutions internationales continuent d'investir de l'argent, des ressources et du temps dans une approche anti-populaire et centrée sur le marché de la fourniture de services d'eau, qui s'est révélée à maintes reprises inefficace » a déclaré Sani Baba Mohammed, Secrétaire régional de l'Internationale des Services Publics pour l'Afrique et les pays arabes. « Les travailleurs sont parmi les plus durement touchés par ces échecs, à la fois en tant que personnes dont la sécurité et les moyens de subsistance sont menacés par des coupes budgétaires imprudentes et en tant que membres des communautés mêmes qu'ils servent. »

Par conséquent, l'OWORAC saisit cette occasion de la Journée mondiale de l'eau pour réitérer ses exigences pour que les gouvernements et les peuples africains rejettent la privatisation de l'eau et les soi-disant « partenariats public-privé » comme de fausses solutions aux défis bien réels auxquels nous sommes confrontés. Les gouvernements devraient canaliser les fonds publics vers le service public, et non vers des incitations qui attirent les privés.

Et, plus important encore, ils doivent garantir une participation publique significative des communautés, de la société civile et des travailleurs aux décisions qui ont un impact sur le droit humain fondamental des populations à l'eau.

Voir ci-dessous pour des citations supplémentaires des partenaires de l'OWORAC :

Lors de la Journée mondiale de l'eau, le Centre Africain pour le plaidoyer (ACA) a réitéré l'appel de l'OWORAC en faveur d'une approche de la gestion de l'eau centrée sur les personnes. L'eau est plus qu'une marchandise, c'est le fondement de la paix, de la santé et du développement durable en Afrique. Nous exhortons les décideurs à donner la priorité aux investissements dans les infrastructures publiques d'eau et à donner aux communautés les moyens de gérer leurs ressources en eau. C'est la seule option que nous pourrions réaliser « L'eau pour la paix » – un thème qui nécessite à la fois l'accès et l'appropriation communautaire.

**Sandra Ndong, chargée de plaidoyer, Centre africain de plaidoyer, Cameroun**

Qu'elle soit ingérée ou appliquée sur la peau, la paix qu'elle présente au cœur et à la peau est inestimable. Que cette paix atteigne tous les humains à travers le monde.

**Geoffrey Kabutey Ocansey, responsable du Water Citizens Network-Ghana**

L'accès à l'eau potable est un élément essentiel d'une paix durable dans le monde. Chacun doit œuvrer pour préserver la qualité des ressources en eau et les rendre abordables et accessibles à toutes les communautés, notamment les plus défavorisées.

**Oumar Ba, Syndicat Autonome des Travailleurs des Eaux du Sénégal**

Les Camerounais, notamment le syndicat SYNATEEC qui lutte sans relâche depuis plusieurs années contre la privatisation de l'eau potable au Cameroun, encourage les responsables camerounais à continuer de soutenir la société des eaux (CAMWATER) dans ses efforts pour améliorer sa gestion ainsi que l'accès des populations à l'eau potable en qualité et en quantité. L'accès à une eau de qualité n'est pas seulement un droit humain mais contribue également à la paix dans les communautés et au développement social.

**Chef Godson EWOUKEM, SYNATEEC (Syndicat National Autonome des Travailleurs de l'Énergie, de l'Eau et des mines du Cameroun)**

C'est est regrettable que les gouvernements et les institutions financières favorisent l'exclusion par des investissements qui aboutissent à la privatisation de l'eau et qui privent les pauvres de leur droit fondamental à la vie. Nous appelons les gouvernements à abandonner les incitations à la privatisation qui accroissent les inégalités et exacerbent les tensions sociales.

**Anabela Lemos, Justica Ambiental, Amis de la Terre Mozambique**